



## Cette fois-ci, notre vote peut être positif pour la santé

### **Ce que nous voulons**

Nous voulons la fin de toutes les formes de privatisation en santé. Cela veut dire la fin des cliniques privées, la fin des partenariats public-privé (PPP) dans les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée et la fin de la sous-traitance des services cliniques et des services de soutien comme le nettoyage, l'alimentation et la blanchisserie.

Nous voulons que les soins de santé publics soient élargis pour inclure une stratégie et un programme nationaux d'assurance-médicaments, de soins de longue durée et de soins à domicile.

Nous voulons un nouveau transfert fédéral de financement pour l'infrastructure publique en santé. Nous devons construire et rénover les établissements de santé grâce à un financement public, similaire au système de subventions en santé qui a permis la construction de nos hôpitaux actuels.

Nous voulons que des mesures concrètes soient prises pour régler le problème des listes d'attente. Nous voulons une stratégie qui dépasse l'inadéquat modèle des repères pour s'attaquer à quelques-unes des causes fondamentales des longues listes d'attente, comme le manque de personnel et la croissance de la privatisation.

Nous voulons que la *Loi canadienne sur la santé (LCS)* soit respectée et renforcée. Les libéraux n'ont rien fait pour empêcher les violations à la LCS, qui doivent cesser. Avec la LCS, les libéraux ont les outils voulus pour restructurer le système de santé de façon à assurer des soins constants et entièrement publics.

Nous voulons que les soins de santé soient exclus de tous les accords commerciaux afin que notre système public cesse de s'affaiblir.

## **Les libéraux n'ont pas tenu leurs promesses en matière de santé**

Les mesures mises en œuvre par les gouvernements libéraux successifs ont mis en danger les services publics de santé. En ne payant pas leur juste part des coûts de la santé et en ouvrant la porte à la privatisation, les libéraux obligent les Canadiens à attendre pour être soignés, tout en permettant à leurs amis du monde des affaires de faire d'immenses profits.

Au cours des neuf années pendant lesquelles il a été ministre des Finances, Paul Martin a réduit le financement fédéral en santé de 40 pour cent. Les compressions qu'il a imposées ont favorisé les fermetures d'hôpitaux et la réduction de services de santé essentiels. En conséquence, les cliniques privées à but lucratif sont florissantes partout au Canada, en contravention de la LCS.

Les libéraux continuent de promouvoir les PPP, en faisant fi du risque que ceux-ci représentent pour les principes de la LCS et la santé des Canadiens.

Ce sont les libéraux qui ont créé la commission Romanow sur la santé et le forum national sur la santé. Puis, avec arrogance, ils n'ont tenu aucun compte des recommandations sur le renforcement des soins de santé publics par l'instauration d'une assurance-médicaments et de soins à domicile publics. Les négociateurs commerciaux du gouvernement ont continué de mettre en danger les soins de santé publics en les incluant dans les négociations commerciales.

Après 12 années de gouvernement libéral, il n'y a toujours aucun plan de soins de longue durée pour les personnes âgées, ni aucun plan de soins à domicile stables et complets.

Plus de cliniques privées à but lucratif de diagnostic et de soins primaires ont été établies au Canada depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux. Par exemple, la clinique Copeman, à Vancouver, exige des frais pour des services médicalement nécessaires, des frais déguisés en droits d'adhésion et en frais pour « services améliorés ». La clinique Copeman exige un droit d'adhésion de 1 200 \$, plus 2 300 \$ par année pour un système sans attente d'accès aux médecins et aux soins primaires.

Le plus troublant dans la croissance des assurances privées parallèle à notre système public, c'est que rien ne prouve qu'elles contribuent à améliorer la qualité des soins, la rapidité, l'accès et l'abordabilité. Au contraire, les faits montrent que la croissance du privé nuit au système public. Les libéraux n'ont pas empêché les provinces de suivre la route de l'assurance privée.

Le coût des médicaments est la partie des soins de santé qui augmente le plus rapidement, mais les libéraux s'opposent à la réforme de la loi sur les brevets pour réduire le coût des médicaments et ne tiennent pas compte des propositions qui permettraient d'économiser de l'argent en achetant des médicaments en vrac.

Ils s'opposent également à la mise en œuvre du système de coût établi en fonction du produit de référence, ainsi qu'à une mise sur le marché plus rapide des médicaments génériques.

## **Les conservateurs seraient encore pire**

Sur leur site Web, les conservateurs affirment qu'ils sont contre la médecine à deux vitesses ou privatisée, parce qu'ils savent que la plupart des Canadiens n'en veulent pas. Pourtant, les forces conservatrices de tout le pays font pression en faveur de l'instauration de soins de santé privatisés et à but lucratif en les qualifiant de « troisième voie » ou d'« innovateurs ».

Leur leader, Stephen Harper, a beaucoup parlé du maintien d'un système de santé financé par le public, mais il n'a jamais promis d'empêcher la croissance de la privatisation au sein du système public.

Stephen Harper appuie les libéraux et l'accord sur la santé de 2003. Au Parlement, il a félicité les libéraux parce que l'accord ne contenait « aucune restriction en matière de prestation privée de soins de santé au sein du système public » et parce qu'il permet la « souplesse des méthodes de prestation dans le système de santé public ».

M. Harper ne voit rien de mal à ce que les provinces expérimentent en matière de prestation privée de services de santé essentiels comme la tomodensitométrie (CAT scan), l'IRM et les chirurgies électives.

Le soutien qu'accorde Stephen Harper aux services de santé privés à but lucratif est clair lorsqu'il affirme que « peu importe qui offre les services de santé, ce qui importe, ce sont ceux qui les reçoivent ».

Le critique conservateur en matière de santé, Steven Fletcher, a déclaré que le parti, s'il est élu, mettra en œuvre les recommandations du rapport Kirby qui propose des « garanties de soins » au lieu d'un financement et d'une dotation en personnel suffisants du système public.

Les conservateurs continuent de défendre un système de santé fragmenté et privatisé, qui favoriserait ceux qui peuvent payer au détriment des besoins en santé de tous les Canadiens.

## Ce que disent les néo-démocrates

Le NPD est le seul parti qui ait toujours défendu notre système public de soins de santé. Les néo-démocrates ont prôné le renforcement de la LCS pour interdire que de l'argent public soit consacré à des soins de santé privatisés.

Le NPD exigerait la reddition de comptes en matière de fonds fédéraux. Le chef Jack Layton a déclaré sur le site Web du NPD que « si des provinces ne présentent pas de compte-rendu, les Transferts canadiens en matière de santé seront retenus jusqu'à ce que la province » puisse démontrer qu'elle se conforme à la LCS. Le NPD verrait à ce que « l'argent ne serve pas à subventionner un système d'assurance parallèle à but lucratif ».

Les services diagnostiques, comme les IRM, seraient jugés médicalement nécessaires par un gouvernement néo-démocrate et seraient protégés contre la privatisation.

Le NPD demande que des mesures soient prises pour contrer le coût élevé des médicaments et pour trouver des solutions de rechange aux soins hospitaliers coûteux. Les néo-démocrates interdiraient aux médecins de travailler en même temps dans les deux systèmes. Jack Layton affirme que le « financement fédéral ne devrait pas servir à subventionner les médecins qui se bâtissent des pratiques dans le secteur des soins privatisés à but lucratif ».

\*mlb/sepb491